

RÉCONCILIATION ET DIALOGUE NATIONAL INCLUSIF AU TCHAD : ENTRE INQUIÉTUDES ET TÂTONNEMENTS

Ladiba GONDEU

Université de N'Djaména, Tchad

gondeu.ladiba@gmail.com

Résumé : Le 20 avril 2021, les tchadiens ont été surpris d'apprendre sur les ondes des radios et télévisions nationales et internationales, le décès tragique au front de leur président de la République, le Maréchal Idriss DEBY ITNO. L'annonce a été faite par un porte-parole militaire entouré d'une kyrielle des officiers supérieurs de l'armée nationale en tenue de combat. Ces événements sont intervenus après une longue périπέtie d'incompréhensions entre acteurs politiques et organisations de la société civile. Cet article tente d'en rappeler les traits saillants. Il est subdivisé en trois parties. La première est une analyse globale de la situation politique du Tchad sous l'angle du processus de démocratisation. Elle passe en revue ce parcours, en partant de l'histoire immédiate pour revenir sur les conditions de la rupture du pacte républicain tchadien conclu lors de la conférence nationale souveraine de 1993. Elle met ensuite l'accent sur la perte de temps autour d'une personnification du pouvoir d'État ayant conduit à la cristallisation des crises politiques et sociales en exposant la personne d'Idriss DEBY ITNO, sa famille, son ethnie et son parti. Cette cristallisation faite de fermeture du jeu politique va connaître son apothéose en début de l'année 2021, par le rejet populaire du sixième mandat du président Idriss DEBY ITNO ; mandat considéré par les tchadiens comme un mandat de trop, aboutissant finalement à son assassinat, à l'occasion d'une nouvelle bataille contre la rébellion du Front pour l'alternance et le concorde au Tchad (FACT) de Mahamat Mahdi Ali. La deuxième partie concerne l'analyse du contexte politique par les différents acteurs interrogés par nous-même à N'Djaména durant le mois de juillet 2021. Il s'agit des entretiens semi-directifs réalisés auprès des acteurs de la société civile, des politiciens, universitaires, des leaders d'opinion et du secrétariat général du Conseil Militaire de Transition. Les entretiens sont axés sur l'analyse endogène du contexte de la crise tchadienne et les chances que les uns et les autres accordent à la réussite du processus de dialogue en cours. Sur ces deux points, les acteurs rencontrés ont posé une analyse qu'on peut dire objective de la situation actuelle. Ils ont exprimé des inquiétudes sur la volonté réelle du gouvernement et du CMT à conduire un dialogue national inclusif de réconciliation, répondant aux aspirations du peuple tchadien.

Mots-clés : acteurs politiques, dialogue national inclusif, Idriss DEBY ITNO, Tchad, transition.

Abstract : On April 20, 2021, the Chadians were surprised to learn on the airwaves of national and international radio and television, the tragic death at the front of their President of the Republic, Marshal Idriss DEBY ITNO. The announcement was made by a military spokesman surrounded by a myriad of senior officers of the National Army in combat gear. These events occurred after a long period of misunderstanding between political actors and civil society organizations. This article attempts to recall its salient features. It is divided into three parts. The first is a global analysis of the political situation in Chad from the perspective of the democratization process. It reviews the highlights of this journey, starting from the immediate history and going back to the conditions of the rupture of the Chadian republican pact concluded at the 1993 sovereign national

conference. It then emphasizes the waste of time around a personification of state power that led to the crystallization of political and social crises by exposing the person of Idriss DEBY ITNO, his family, his ethnicity and his party. This crystallization made of closing the political game will know its apotheosis at the beginning of 2021, by the popular rejection of the sixth mandate of President Idriss DEBY ITNO ; mandate considered by the Chadians as a mandate of too much, ultimately leading to his assassination, on the occasion of a new battle against the rebellion of the Front pour l'alternance et le concorde au Tchad (FACT) by Mahamat Mahdi Ali. The second part concerns the analysis of the political context by the various actors interviewed by ourselves in N'Djaména during the month of July 2021. These are semi-directional interviews with civil society actors, politicians, academics, opinion leaders and the general secretariat of the Military Transitional Council. The interviews focus on the endogenous analysis of the context of the Chadian crisis and the chances that each one gives to the success of the ongoing dialogue process. On these two points, the actors interviewed provided an objective analysis of the current situation. They expressed concern about the real will of the government and the CMT to lead an inclusive national dialogue of reconciliation, responding to the aspirations of the Chadian people.

Keywords : Chad, Idriss DEBY ITNO, inclusive national dialogue, political actors, transition.

Introduction

Depuis l'annonce de la mort du président de la République, le Tchad vit un tournant décisif de son histoire politique. Au lieu de plonger le pays dans les incertitudes, le décès brutal du Maréchal du Tchad, Idriss DEBY ITNO, a en réalité levé le rideau sur des opportunités nouvelles : la chance de repartir à niveau. La vacance du pouvoir ayant été constatée, un Comité Militaire de Transition (CMT) a été mis en place pour gouverner le pays. Une Charte de transition¹ a été promulguée indiquant une période de transition de 18 mois renouvelable une fois, en cas de besoin. La reprise en main du pays, après cet assassinat, par un de ses fils, le général de corps d'armée Mahamat DEBY ITNO, a été possible à cause de la promesse de la tenue d'un dialogue national inclusif devant déboucher sur la réconciliation sincère entre tchadiens.

Cette Charte a réhabilité le poste de Premier ministre. Nommé Premier Ministre de la transition, monsieur PAHIMI PADACKE Albert a composé un gouvernement d'union nationale, avec la participation des principaux partis de l'opposition. La disparition du Maréchal IDRIS DEBY ITNO a ainsi rebattu les cartes politiques, modifié les jeux d'alliances et provoqué des nouveaux défis, notamment ceux du dialogue, de la

¹ <https://presidence.td/wp-content/uploads/2021/04/charte-de-transition-tchad.pdf>

réconciliation nationale et de la paix durable. Un Ministère de la Réconciliation Nationale et du Dialogue a été créé. Il est chargé notamment de créer les conditions de réconciliation entre Tchadiens à travers l'organisation d'un dialogue national inclusif. Avant cette ultime étape, ce Ministère est appelé à nouer des contacts avec tous les mouvements politico-militaires, les partis politiques d'opposition intérieure et extérieure, la société civile et les personnes ressources (autorités religieuses, traditionnelles, jeunes, femmes et les Tchadiens de la diaspora). Ce nouveau défi politique place le Tchad au centre des préoccupations internationales et interroge le processus démocratique dans le pays. Une feuille de route de la transition a été rendue publique².

Alors que le Tchad s'active à organiser un dialogue national inclusif, la majorité des acteurs interviewés craignent une émasculature du processus qui risque de n'être qu'un « forum national inclusif » de plus. Ensuite, ils ont donné leurs avis sur les préalables nécessaires à une transition réussie. Il s'agit notamment du consensus indispensable à obtenir par les acteurs concernés autour de la démarche, de l'organisation, des thématiques à aborder, des organes en charge du dialogue, etc.

A ce titre, ils estiment qu'il est contre-indiqué que le gouvernement et le CMT fassent fi de la relecture de la Charte de transition, qui donne tous les pouvoirs à un super président, procèdent à la mise en place d'un Conseil national de transition avant la tenue du dialogue, multiplient des nominations partisans et exclusives, comme s'ils étaient appelés à durer, etc. Entretemps, un Comité national en charge de l'organisation du dialogue national a été mis en place³ ainsi qu'un Conseil national de Transition⁴.

L'objet de cet article est d'explorer les éléments d'analyse ayant précédé le décès du Maréchal IDRISSE DEBY ITNO, d'une part et d'autre part, de présenter les opinions des tchadiens sur le processus de réconciliation à travers le dialogue national inclusif en

² <https://www.letchadanthropus-tribune.com/wp-content/uploads/2021/08/TCHAD-FEUILLE-DE-ROUTE-DU-GOUVERNEMENT-DE-TRANSITION-JUILLET-2021.pdf>

³ <https://presidence.td/wp-content/uploads/2021/04/charte-de-transition-tchad.pdf>

⁴ <https://presidence.td/wp-content/uploads/2021/05/031.pdf>

cours. Les questions essentielles à poser sont : Comment en est-on arrivé là ? Quelles sont les clés de lecture du système politique mis en place sous le régime du Président IDRIS DEBY ITNO et surtout comment les acteurs politiques et sociaux perçoivent les conditions d'organisation du dialogue national inclusif par le CMT ?

Méthodologie de collecte de données

Pour la rédaction de cet article, nous avons mené une enquête auprès de 28 des acteurs de la crise tchadienne, à savoir le secrétariat général du CMT, l'opposition politique, les leaders de la société civile, les institutions de recherche, etc. Le but recherché est de produire un document contenant des informations susceptibles d'aider à comprendre le contexte politique tchadien. En ce sens, de démarches ont été entreprises pour couvrir un maximum d'acteurs ; cependant, certains rendez-vous n'ont pu être honorés à cause de l'indisponibilité des personnalités contactées. C'est le cas du Ministre en charge de la réconciliation et du dialogue national par exemple.

En plus des religieux (les membres de la Commission Épiscopale Justice et Paix et le Secrétariat de la Conférence Épiscopale des Évêques du Tchad) et du monde de la recherche, des entrevues ont été organisées avec les leaders politiques, des organisations de la société civile et de la Plateforme des tchadiens de la diaspora. Le choix porté sur les religieux catholique est guidé par le fait qu'ils sont les seuls à prendre régulièrement la parole publique sur la situation politique actuelle au Tchad⁵. Les points de vue des organisations de la société membres de la Plateforme Wakit Tama⁶ ont été recueillis au cours d'une séance de travail à l'Ambassade des Etats-Unis de N'Djaména. Parmi les chercheurs rencontrés, il y a le coordinateur de l'IFRA (Institut fondamentale de recherches africaines) qui est un think tank sur la géostratégie, la géopolitique de l'Afrique et qui s'intéresse aussi à la question de sécurité, en particulier du secteur paix, sécurité et gouvernance.

⁵ Il suffit de se référer à leurs communiqués du 22 avril 2021, appelant à l'organisation d'un dialogue national inclusif comme « un dialogue de réconciliation » et du 03 juillet 2021, demandant au CMT de faire amender la Charte de la Transition et de respecter les engagements annoncés pour un dialogue inclusif de réconciliation.

⁶ La plateforme Wakit Tama est au premier front de la lutte pour le changement démocratique au Tchad. Elle a une existence remontant avant le décès du président Idriss DEBY ITNO dont elle a combattu sa candidature pour un sixième mandat.

La diaspora tchadienne a été approchée à travers la Plateforme citoyenne des réseaux tchadiens de la diaspora. C'est une plateforme mise en place pour une meilleure gestion de la transition et du dialogue national inclusif. Les leaders se disent représenter les voix de l'intérieur à l'extérieur afin que la pluralité du processus soit respectée par le CMT. La plateforme affirme mener un travail en commun avec la société civile de l'intérieur pour la concrétisation des aspirations des tchadiens pour la tenue de ce dialogue. Elle fait aussi un travail d'assistance pluriel : assistance financière à la société civile lorsqu'elle est persécutée (assistance judiciaire). Elle apporte également l'aide technique pour la formation et les renforcements divers.

La plateforme rédige aussi quelques notes de positionnement sur la situation nationale. Les membres sont les acteurs pour l'organisation du forum citoyen alternatif de 2021 et se disent avoir soutenu les organisations de la société civile nationale pour les marches enclenchées à partir du 27 avril et bien au-delà. La plateforme assure également la gestion des après-marches qui est souvent nécessaire en cas de mort, de blessures ou d'arrestation. Bref ces leaders tchadiens de la diaspora représentent un relais indispensable à l'efficacité sur le terrain des actions de la société civile citoyenne. Ils prennent ainsi ouvertement la parole pour préserver les intérêts du peuple tchadien qui d'après eux, sont martelés actuellement, entre l'opposition et le CMT.

Un autre acteur important interrogé est le Groupe d'Action et de Réflexion pour l'Appel du 1^{er} juin. Ce groupe est un groupe spontané formé autour des anciens ministres du Tchad qui, à partir d'une analyse minutieuse du contexte politique qui est celui du Tchad, ont voulu sortir de leur silence et dire ce qu'ils pensaient de la marche du pays⁷. Pour les initiateurs, cet appel du 1^{er} juin se structure comme un cri de cœur, ayant recueilli un nombre important de signatures en ligne (432 signatures). Cela fut un effet positif et encourageant pour les acteurs impliqués à se structurer davantage par la création du Groupe d'action et Réflexion de l'Appel du 1^{er} juin à qui reviendra la responsabilité d'assurer la mise en œuvre des recommandations contenues de cet appel.

⁷ A travers une tribune dans l'Hebdomadaire Jeune Afrique puis un communiqué de presse.

Dès les premières heures de leur déclaration, les membres affirment avoir été reçus par l'Ambassade des États-Unis au Tchad, et plus tard, par celle de la France, avec lesquelles ils ont eu des échanges fructueux. La qualité et la densité des membres de cet appel incitent au respect et à la considération, ce qu'il faut par ailleurs souligner.

1. Contexte politique global du Tchad

Nous voulons dans cette première partie rappeler le contexte global de la crise actuelle, en partant de l'analyse sur l'histoire passée et récente ayant conduit à la disparition brutale du Maréchal du Tchad. Nous commençons par une interrogation sur la rupture du pacte républicain issu de la conférence nationale souveraine de 1993 ; ce pacte s'est traduit par l'adoption par référendum de la constitution de 1996 qui a été modifié de manière unilatérale en 2005 par le parti au pouvoir.

1.1. *Le consensus autour de la conférence nationale souveraine de 1993*

Arrivé au pouvoir après un coup d'État armé en 1990, le colonel Idriss DEBY ITNO et ses combattants réunis dans le Mouvement patriotique du Salut ont ainsi réussi à chasser du pays une dictature sanglante incarnée par Hissein HABRÉ. Celui-ci a géré le pays d'une main de fer depuis 1984. L'arrivée de cette junte a été saluée par tous les tchadiens comme un grand soulagement et a suscité l'espoir d'un vrai changement dans le mode de gestion du pouvoir d'État. D'ailleurs, dès les premiers moments de la prise du pouvoir, le 04 décembre 1990, le président Idriss DEBY ITNO dans une adresse a annoncé solennellement l'instauration du multipartisme marquant la fin de la dictature et une nouvelle ère sous la houle de la démocratie.

Les tchadiens qui l'ont cru à ce discours vont très vite déchanter. La soldatesque au pouvoir était hors du contrôle de leurs chefs. Des nombreuses exactions ont été commises sur la population, et de nombreux leaders tant politiques que civils seront lâchement assassinés. Des fortes pressions venant de toutes parts entraîneront le pouvoir à un élargissement et à la convocation d'une conférence nationale souveraine en janvier 1993 (Buijtenhuijs, R., 1993). Trois mois durant, les tchadiens se pencheront sur les maux qui gangrènent leur être ensemble et dans une sorte de ferveur quasi-

spirituelle, ils ont redessiné vaillamment le visage d'un pays appelé de tous les vœux. La conférence arrête des décisions devant assurer la continuité de l'État et la mise en place des institutions fortes, à même de résorber la crise de l'État dont la dévolution s'est jusqu'ici presque effectuée par voie des armes.

Pendant que les assises de la conférence se tenaient, des rébellions éclatent dans les régions du Sud du pays (Bangui-Rombaye, 1996). Celles-ci seront fermement réprimées. Des négociations vont par la suite être entamées pour permettre le retour au bercail des compatriotes frustrés par le système politique alors en marche. Toutefois, cela n'a pas signifié la fin des rébellions du Sud du Tchad.

En attendant, la conférence a mis en place des institutions de transition dont un parlement et un gouvernement avec un cahier de charge bien précis. Cependant, les gestes forts posés lors des assises n'ont pas réussi à ramener la confiance entre les acteurs ayant pour mission de diriger la transition. Des crises éclatent entre le gouvernement et le président de la République qui parvient à obtenir la destitution du premier ministre élu lors de la conférence par le parlement de transition.

Le pouvoir procède alors à un recentrement de ses positions et à une reprise en main tactique des leviers essentiels du pouvoir. C'est dans cette ambiance faite de calculs d'alliances et de contre-alliances qu'une constitution a été adoptée en 1996 par référendum. Entre autres points essentiels de cette constitution se trouvait inscrite en bonne place la limitation de nombre de mandat électif dont celui du président de la République (CSAPR, 2015)⁸.

Les élections présidentielles ont suivi l'adoption de cette constitution et ces élections ont permis au président sortant d'être reconduit dans ses fonctions, non sans peine, au second tour et grâce à des alliances politiques avec l'URD (Union pour le renouveau et la démocratie) du feu général Abdel Kader WADER KAMOUGUE et de l'UNDR (Union nationale pour la démocratie et le renouveau) de Saleh KEBZABO. Une plateforme de gouvernement dénommée « Démocratie consensuelle et participative »

⁸ https://ccfd-teresolidaire.org/IMG/pdf/rapport_partis_politiques_tchad.pdf

(DCP) a été mise sur pieds (Ouambi, S.L., 2017, p.29). Des postes ministériels ont été distribués pour remercier les uns et les autres.

1.2. *La rupture du pacte républicain ?*

De 1996 à 2001, cette alliance a tenu ; et c'est lorsque le parti du président Idriss DEBY ITNO a décidé de « s'assumer » en préconisant une gestion exclusive du pouvoir d'État que cette alliance va se fissurer, laissant place à l'énonciation d'un discours arrogant et méprisant du genre : « *Je ne suis pas venu au pouvoir par un vol d'Air Afrique. Celui qui veut le pouvoir d'État n'a qu'à aller en rébellion et revenir me renverser.* » De plus en plus, le pouvoir devient sourd devant les critiques, arguant que « *les chiens aboient, la caravane passe.* »

Cette arrogance politique est accompagnée par l'achat des consciences des autres leaders politiques qui progressivement vont venir se diluer au sein du MPS ou se constituer en partis alliés ou encore en se renforçant comme il se peut dans le rang de la majorité présidentielle. Aux élections de 2001, la tension sociopolitique était à son paroxysme. Pour se garder de toute surprise négative, le régime annonce qu'il fera un « *coup KO dès le 1^{er} tour* ». Et c'est ce qui fut fait, instaurant une culture de contestation des résultats électoraux et le dévoiement des institutions publiques, en commençant par les institutions en charge de l'organisation des élections, mais aussi de l'armée, de la justice, des finances publiques, etc.

En se durcissant, le pouvoir a accumulé contre lui des frustrations dont il n'en a cure. Il fait face alors à des rébellions, tout comme à des manifestations estudiantines et populaires violemment réprimées. Un nouveau vocabulaire politique s'invente, qualifiant à tour de bras les contestataires de bandits, de rebelles, de mercenaires à la solde de l'étranger puis de terroristes. Les espaces d'expression démocratiques et de dialogues citoyens s'amenuisent dans le pays. C'est le règne de la terreur, avec une presse sous contrôle. Et c'est dans ces entrelacements de dérives dictatoriales que vont s'inviter les débats sur les financements des champs pétroliers de Doba ; débats qualifiés par le président de la Banque Mondiale de l'époque d'hystériques (Petry, M. & Bambé, N. 2005 ; Hoinathy, R., 2013).

La mise en exploitation du gisement de Doba s'est accompagnée par la visibilité exagérée des pratiques de corruption généralisée, de prédation, de gabegie, de clientélisme politique. L'installation du clanisme d'État en plus de la corruption structurelle fait sombrer lentement le pays dans la crise. Toutefois, le projet pétrolier a permis à la société civile tchadienne de faire montre d'organisation, de mobilisation et de réseautage ; ce qui lui sera plus tard utile pour l'externalisation de ses revendications et positionnements.

Une fois la bataille pour l'exploitation du pétrole gagnée en octobre 2003, le pouvoir voit s'ouvrir devant lui comme une sorte de boulevard. Il lui faut enfourcher un nouveau cheval de bataille : la modification de la constitution de 1996 et la levée du verrou limitatif du mandat électif. Cette perspective a contribué à liguer une frange importante des tchadiens contre le système en place, enlisant définitivement le jeu politique. Une sorte de forfaiture, accompagnée d'un sentiment du rejet du politique s'est installée au niveau national, et cela est lisible à travers des abstentions aux élections de 2006, 2011, 2016 puis 2021, néanmoins pour des raisons diverses (Gondeu, L., 2020a). Ces agissements ont induit des départs massifs en rébellion au sein même du cercle familial et clan du président ainsi qu'au sein de son parti politique. Des tentatives de prise du pouvoir par la force se sont multipliées et ont même échoué aux portes du palais en 2006 puis en 2008.

1.3. La personification du pouvoir d'État

A partir de 2005, le pouvoir est devenu personnel, sinon familial, clanique et ethnique au Tchad. Cela s'est accompagné par la mise en place d'un système de prédation et de corruption de l'appareil étatique et de l'administration publique. Le lieu où se lit le mieux le délitement de l'État paraît être la Justice. Ce pilier important de la démocratie a été complètement vidée de ses prérogatives, faisant du juge un presque mendiant. La puissance publique a disparu, pour ne pas dire est volatile. La monopolisation de l'appareil d'État peut aussi se lire au niveau diplomatique et sécuritaire, augmentant d'autant plus les rangs des frustrés.

Une seule constance cependant demeure : l'omniprésence du président Idriss DEBY ITNO, des membres de sa famille restreinte et de son parti, régentant tout et régnant sur tout. Une république bananière est née avec plusieurs centres du pouvoir, faisant du fonctionnaire citoyen un simple outil de service récompensé d'après sa docilité à couvrir l'opprobre. Pourtant ce régime dans lequel la démocratie bat des ailles est appuyé par les puissances étrangères par le simple fait que ceux qui le dirigent rendent d'utiles services à la communauté internationale et à moindre coût.

La guerre contre le terrorisme dans le Sahel amène le régime à revendiquer le titre de puissance régionale. Le Tchad peut alors s'autoproclamer le gendarme du Sahel et un contrefort contre la migration vers l'Europe. Le régime a vite trouvé là une opportunité pour se livrer à un mercenariat d'État, en offrant les services de l'armée à tour de bras, au point de s'expatrier sur des théâtres de combats hors d'Afrique, comme au Yémen par exemple. Avec cette onction internationale, le débysme s'est consolidé et conforté dans son arrogance et sa boulimie.

Faisant fi des aspirations populaires ainsi que de celles de son opposition intérieure, le président Idriss DEBY ITNO s'est cru avoir gagné tous les combats. A partir de 2009, il entame des dépenses de luxe en multipliant des projets d'infrastructures sur l'ensemble du territoire. Après les états généraux des armées, il conduit en 2011 les réformes de l'appareil sécuritaire et de défense qui s'est révélé plutôt être une stratégie pour mieux placer les siens : affaiblir l'armée nationale au profit d'un corps d'élites à son service, la Direction générale de sécurité des institutions de l'État (DGSIE).

2. Cristallisation des crises sociales et fermeture du dialogue politique à partir de 2010

L'enlissement dans les crises sociales soutenues par la fermeture du dialogue entre les acteurs politiques et sociaux a continué dans une ambiance générale des défiances. Face à l'imposition des 16 mesures gouvernementales considérées comme impopulaires, les partenaires sociaux ont vite compris qu'elles avaient pour visée la réduction des acquis sociaux. C'est dans une ambiance morose que vont être organisés deux forums nationaux dits inclusifs de 2018 et de 2020, sans la participation des

organisations de la société civile et des partis politiques de l'opposition. La cristallisation des crises sociales se poursuivra jusqu'à la tenue des élections d'avril 2021.

2.1. Cristallisation des crises sociales

Véritablement, c'est toujours autour des élections présidentielles que se cristallisent les crises sociales et politiques au Tchad. Cela est exacerbé par le sentiment de refus de l'alternance et d'absence d'ouverture et de prise en compte des aspirations, et de l'opposition démocratique et des populations. Ce qui pourrait être considéré comme une confiscation du pouvoir d'État par Idriss DEBY ITNO se remarque aussi dans sa volonté de régner sans partage sur le Tchad. Il suffit de tenir pour exemple, l'échec du processus de la décentralisation enclenché à la sortie de la conférence nationale de 1993 qui n'a connu un début véritable d'exécution qu'en 2010 par la tenue des élections locales, dans seulement une quarantaine de communes. Et cette expérience de communalisation s'est révélée désastreuse par le refus de transfert du pouvoir aux institutions locales élues et par leur mise sous tutelle de l'État.

Avec les ressources qu'il avait engrangées de son sous-sol, le pays a de quoi assurer le bien-être de sa population. Au lieu de cela, la priorité a été accordée à la volonté de puissance régionale. Le régime s'engage sur de théâtres militaires et humanitaires sous régionaux de la lutte contre le terrorisme djihadiste international⁹. Ce fut le cas au Mali et plus récemment aux côtés du Nigeria, du Niger et du Cameroun dans la lutte contre Boko Haram dans le cadre de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT). L'armée tchadienne devient ainsi un acteur important des pays du G5 Sahel pour la lutte contre le terrorisme.

Comme si cela ne suffisait pas, le Tchad affiche de plus en plus sa volonté à s'engager dans le processus de stabilisation interne de son voisin libyen, comme en témoigne son soutien au général Iftar comme il l'a été dans celui de la République centrafricaine¹⁰. Il

⁹ Aux côtés de la France et des pays africains dans la lutte Aqmi dans le Nord-Mali.

¹⁰ Même si sa présence a été décriée par les organisations de la société civile centrafricaine, le faisant passer pour le soutien principal des rébellions du Nord.

est également engagé auprès de l'Arabie Saoudite pour la stabilisation du Yémen. Ces engagements tous azimuts ont fait gagner au Tchad une certaine reconnaissance internationale et africaine. Au niveau international, il a été élu membre non-permanent du Conseil de sécurité des Nations-Unies le 17 octobre 2013 ; au niveau africain, son ancien ministre des Affaires étrangères et de l'intégration africaine, en la personne de Moussa Faki Mahamat a été élu président de la commission de l'Union africaine lors de sa session ordinaire du 30 janvier 2017.

Toutefois, ces ambitions de puissance sont l'arbre qui cache la forêt, car cette situation a contribué à précariser la situation économique interne. En effet, depuis 2015, le Tchad végète dans les crises sociales multiformes (à la fois politique, économique, financière et sociale) : des grèves perlées dans la fonction publique, les mouvements de contestations armées (les politico-militaires, les tentatives de coups d'État, etc.).

Le pouvoir attribue ces crises à la baisse du prix des barils sur les marchés mondiaux ; tandis que les partenaires sociaux y lisent plutôt les conséquences de la mauvaise gouvernance, de la gabegie, du clientélisme politique, de la corruption endémique, le tout nourri par l'impunité. C'est pourquoi les mesures préconisées par le gouvernement pour juguler ces crises ne passent pas (réduction des indemnités des agents de l'État, abattements des salaires, gel des effets d'avancements des fonctionnaires, augmentation des taxes diverses, etc.).

D'après la Banque Mondiale (BM, 2018, p.8), au Tchad,

La pauvreté se vit et s'exprime dans toutes ces dimensions au Tchad. Les données de l'enquête sur la consommation et le secteur informel révèlent qu'environ 1 ménage tchadien sur 2 (46,7%) est pauvre. Elle est associée à la faim, au manque de logements, à l'extrême vulnérabilité face aux chocs et aux crises, au manque d'accès aux services sociaux de base telles que la santé, l'éducation et l'eau potable. Par ailleurs, les statistiques mettent en exergue la prédominance de la pauvreté dans les zones rurales. En effet, l'incidence de la pauvreté est de 52,5% en milieu rural, contre 20,9% en milieu urbain, soit un rapport de 2,5 pour 1. Concernant la pauvreté multidimensionnelle, son incidence est de 86% sur le plan national, alors qu'elle est de 62% en milieu urbain, contre 93% en milieu rural. En matière de politique économique, les acteurs au développement disposent de leviers catalyseurs pour soutenir la réduction de la pauvreté au Tchad, en mettant un accent particulier sur les zones rurales. Dans ce même document la Banque note que la Tandjilé est la 4^{ème} province la plus pauvre du Tchad avec une incidence de la pauvreté estimée à 65,3%.

Dans un autre document, la même institution internationale estime que le Tchad n'a pas su mettre à profit les ressources issues des rentes pétrolières. Elle évoque cela en termes d'opportunités manquées, analysées à travers ces trois questions :

Pourquoi le Tchad n'a-t-il pas pu transformer l'exploitation du pétrole en développement structurel, diversification et croissance durable ? À quoi pourraient ressembler les voies possibles vers une croissance durable à long terme ? Quelles actions politiques au niveau macro et microéconomique pourraient contribuer à tracer ces voies ?

Comme réponse à ces questions, la Banque quelques points dont nous retenons deux essentiels qui pourraient éclairer notre travail.

Le premier concerne le « labyrinthe » propre au pays et fait état de sa récession aux contacts avec les ressources pétrolières :

La performance économique a été volatile en raison des chocs pétroliers et sécuritaires. Entre 1990 et 2002, la dernière année avant le lancement de la production pétrolière, la croissance a été en moyenne de 4 % par an. Le boom pétrolier du début des années 2000 a permis au Tchad d'augmenter son PIB par habitant, qui est alors passé de 220,8 USD en 2002 à 660,2 USD en 2005 ; il a ainsi rapidement pris ses distances par rapport à d'autres pays à faible revenu et réduit le vaste écart de revenu initial avec la moyenne de l'Afrique subsaharienne. Depuis lors, différents épisodes d'insécurité nationale et régionale se sont ajoutés à une incapacité plus générale à accélérer le rythme et améliorer la viabilité de la croissance. En fin de compte, la dépendance constante vis-à-vis du pétrole a rendu l'économie moins diversifiée, moins compétitive et plus vulnérable aux chocs exogènes. Plus récemment, après le choc pétrolier de 2015, le Tchad a souffert d'une profonde récession et de graves déséquilibres macroéconomiques » (BM, 2015, p.9).

L'autre point explique les différentes pesanteurs pouvant expliquer cette récession :

La théorie économique fournit des lectures alternatives concernant les conditions clés et les moteurs à long terme de la croissance, notamment le capital humain, l'accumulation de capital classique, la qualité des institutions et de la gouvernance, ainsi que la concurrence et l'innovation en faveur de la productivité. Au Tchad, ces moteurs semblent ne pas avoir eu un impact significatif et durable au cours des trente dernières années. Premièrement, le développement du capital humain a affiché des performances médiocres, avec un taux d'inscription dans l'enseignement secondaire de 19,3 % seulement entre 2003 et 2014, contre une moyenne de 37 % en Afrique subsaharienne (ASS). Les indicateurs des taux d'abandon sont également élevés et beaucoup d'écoles communautaires ont des résultats médiocres, ce qui jette le doute sur les méthodes de recrutement des enseignants et la qualité de l'enseignement. Les lacunes en matière d'éducation sont plus graves chez les jeunes filles, soumises à des pratiques traditionnelles telles que les mariages précoces qui les obligent souvent à

quitter l'école avant même d'avoir achevé l'enseignement primaire. En outre, l'espérance de vie s'est à peine améliorée au fil du temps, tandis que les dépenses publiques de santé ont diminué en proportion du PIB. Deuxièmement, le faible nombre d'abonnements à internet et l'accès limité à l'électricité illustrent le manque de capital physique de l'économie tchadienne. Troisièmement, la forte inflation, l'augmentation des déficits budgétaires et le récent surendettement indiquent un environnement de politique macroéconomique faible, incapable de soutenir une croissance durable et robuste. Quatrièmement, diverses mesures de la qualité institutionnelle, notamment l'Évaluation de la politique et des institutions nationales (EPIN) de la Banque mondiale, révèlent un cadre de gouvernance médiocre qui ne s'est pas amélioré au cours des années. Enfin, le manque de concurrence dans des secteurs clés ainsi que l'allocation inefficace des ressources ont empêché une croissance significative de la productivité, sauf pendant la très courte période du boom pétrolier (BM, 2018, pp.8-9).

Les organisations syndicales et politiques arguent qu'il n'appartient pas aux populations d'assumer les échecs de la gestion chaotique des deniers publics du régime. Elles exigent que les fonds "volés" aux Tchadiens et qui se retrouvent dans les paradis fiscaux soient rapatriés¹¹. D'ailleurs, ces positions ont été renforcées par la publication de deux rapports moins appréciés par N'Djaména. Il s'agit du rapport produit par l'ONG Suisse Swissaid (Kummer, L. & Urech, F., 2017), l'autre par United States Institute for Peace (Tubianna, J. et Debos, M., 2017).

2.2. Fermeture du dialogue politique et sixième mandat d'avril 2021, un mandat de trop

De manière visible, le pays s'est enlégé, enfermant le régime d'Idriss DEBY ITNO dans un monologue politique sans précédent. Dans la perspective de faire évoluer les institutions de l'État, un processus de réformes institutionnelles et constitutionnelles fut engagé. Les acteurs politiques et civils n'ont pas encore trouvé le bon moyen pour en faire un élément de consensus républicain. Les opposants de ce processus estiment que le régime n'est pas indiqué pour le faire, vu ses nombreux échecs. Des réformes dans de telles conditions ne feraient que renforcer un état de fait et achèverait la dérive dictatoriale devenue criante ces dernières années.

A l'analyse, l'État tchadien semble n'être pas tout à fait viable. Le processus de démocratisation trébuche. Les élections certes régulières sont souvent contestées : soit

¹¹ Mémorandum des organisations de la société civile.

les leaders les plus importants de l'opposition refusent d'y prendre part, comme ce fut le cas en 2001 et 2011, soit elles sont qualifiées d'irrégulières et frauduleuses par l'opposition, comme pour celles de 2016. La presse publique est au service du parti au pouvoir et les journalistes exerçant dans cette institution font face à l'autocensure ou aux sanctions administratives¹². Quant à la presse privée, elle manque de moyens de sa politique, et ceux qui y exercent sont soit menacés, soit astreints en justice pour diffamation.

Les associations de la société civile jouent certes leur rôle de contrôle citoyen de l'action publique, mais leur voix compte rarement et une loi non écrite leur interdit de manifester sur les voies publiques leurs désapprobations. Pour celles qui ont voulu organiser les populations à voter pour l'alternance à la tête de l'État aux élections présidentielles de 2016, leurs leaders ont été mis aux arrêts et condamnés avec sursis. Au-delà de l'interdiction des manifestations pacifiques contre le régime qui gère le Tchad voilà près de 30 ans, il faut ajouter l'interdiction de toute initiative à caractère politique visant l'éveil citoyen pour la résistance face à l'arbitraire et à l'autoritarisme.

Comme il s'aperçoit, le Tchad indépendant n'a pas su préserver le processus de formation de l'identité nationale. Les régimes successifs qu'il a connus ont peu ou prou accordé plus d'attention à la préservation de leur pouvoir qu'à la construction de l'État (Gondeu, L., 2020b). La préservation du pouvoir s'est accompagnée par la mise en place des appareils répressifs, producteurs en soi de la violence. Dans tout cet imbroglio, l'idée de réconciliation n'existe qu'au bout des lèvres. Les acteurs politiques puissent dans les conflits intercommunautaires pour asseoir leur légitimité. En effet, face à la récurrence des violences quotidiennes au Tchad - violences aussi bien intercommunautaires que contre les diverses représentations sociales de l'État- se remarque l'absence d'une volonté politique d'harmoniser durablement les relations intercommunautaires, d'une part, et d'autre part, d'amorcer sérieusement une sorte de

¹² Par exemple le 09 octobre 2019, M. Hassan Guedallah Mahamat, directeur général de la télévision nationale, a été suspendu parce qu'il aurait donné accord pour la diffusion d'un compte rendu d'une minute de la conférence donnée par le président d'un nouveau parti politique, parti légal selon les textes de la République mais illégal d'après le gouvernement.

catharsis communautaire ou de réparation des mémoires impactées par ces événements.

Le sixième mandat du président Idriss DEBY ITHNO fut considéré comme un mandat de trop par beaucoup des tchadiens et cela a cristallisé les sentiments de désaveu du jeu, des acteurs et des institutions politiques. Un verrou a dès lors été sauté, conduisant à une défiance envers l'autorité, le tout militaire, et une certaine exclusion.

La mort du président Idriss DEBY ITHNO est intervenue donc dans un contexte marqué par la résurgence et la montée en puissance des groupes politico-militaires et les mouvements de contestations politiques et sociales portées par les organisations des jeunes. Il s'est construit et s'est consolidé un phénomène diasporique tchadien sur tous les continents réclamant l'alternance au pouvoir et usant des technologies nouvelles (radios citoyennes, plateformes sur les réseaux sociaux, les groupes de discussions sur WhatsApp, etc.).

Les événements aux frontières (Tchad-RCA ; Tchad-Soudan, Tchad-Libye) ayant entraîné de changements de pouvoir par la rue ont certainement impacté les motivations des différents acteurs. Toutes ces initiatives se rencontrent à un même carrefour d'exigence : une meilleure gouvernance, des institutions publiques plus représentatives et inclusives.

3. Les catégories sociales impliquées dans la gestion de la transition militaire au Tchad

Nous rapportons ci-dessous les avis des différents acteurs interviewés sur le processus de réconciliation et de dialogue national inclusif. Si les acteurs s'accordent sur la nécessité d'un dialogue et de la réconciliation entre tchadiens, ils expriment des inquiétudes quant à la bonne volonté des acteurs ayant la charge de l'organiser et estiment qu'il devrait y avoir de préalables à observer ; sans cela, le processus risquerait de contribuer à consolider le statu quo que régler la crise tchadienne.

3.1. *Avis sur la nécessité de la réconciliation et le dialogue inclusif au Tchad*

Les acteurs rencontrés sont conscients qu'il est important de disposer d'une bonne lecture du contexte qui est un principe clés de succès d'un dialogue tel qu'envisagent les tchadiens dans leur ensemble. Pour le secrétaire général du Conseil Militaire de Transition :

Toute démarche de réconciliation obéit à un contexte. Au Tchad, nous sommes dans un contexte différent et complexe. Dans notre pays, le recours aux armes pour la conquête du pouvoir est devenu un réflexe pour beaucoup de communautés. Beaucoup ne croient guère à la démocratie comme un mode de dévolution du pouvoir d'État (*exemple : Secrétaire général du Conseil Militaire de Transition, août, 2010*).

Pour lui, il n'y a aucun doute, le CMT prépare activement la tenue de ce dialogue.

Toutefois, il se pose un problème épineux par rapport à son inclusivité :

Si les membres du CMT sont disposés pour ce dialogue sincère, il subsiste néanmoins une grande réticence, celle d'ouvrir ce processus à toutes les composantes nationales, y compris toute l'opposition armée, notamment les leaders du Front pour l'Alternance et la Concorde au Tchad (FACT), désignés comme responsables de la mort du président Idriss DEBY ITNO. Donc le gros enjeu, c'est quelle sera la place de l'opposition armée, surtout pour ce qui concerne le FACT dont le CMT semble ne pas accepter sa participation au processus. Un projet de loi d'amnésie générale est en cours de préparation par le Ministre de la Justice. Espérons que cette loi d'amnésie puisse résoudre cette question et ramener les uns et les autres à plus de sérénité, poursuit le secrétaire général du CMT (*Secrétaire général du Conseil Militaire de Transition, août, 2010*)

Pour les leaders de l'opposition, le CMT fait une lecture erronée du contexte actuel du dialogue national inclusif. Pour eux comme le leader du parti politique Les Transformateurs :

Il faut clairement reconnaître que ce qui est en jeu actuellement au Tchad. Il faut rappeler pour ceux qui l'auraient oublié que nous avons assisté à un processus de conservation patrimoniale du pouvoir d'État par le président Idriss DEBY IYNO. Celui-ci est longtemps resté sourd aux alertes de ses compatriotes. Il n'a respecté que la tenue des élections présidentielles régulières pour asseoir une légitimité pourtant devenue depuis fragile. C'est avec la tenue d'élections contestées sur fonds de rébellion, de séries de manifestations et marches pacifiques ayant duré plus de 13 semaines que le président a été assassiné. Pourtant nous l'avions averti de cet inévitable drame mais il a préféré ignorer nos avertissements. Ce qui en soi est inédit dans l'histoire politique contemporain, c'est la mort d'un président de la République à la guerre. Ce décès est le résultat des contestations sociales, sous une crise politico-militaire, doublée d'une crise électorale et également d'une crise de légitimité profonde. Et cette rupture brutale

à la tête de l'État est loin d'être terminée, si les gens du CMT continuent d'ignorer les aspirations du peuple tchadien, prévient Dr MASRA Succès.

Le président du Mouvement politique Les Transformateurs Dr MASRA Succès estime que le CMT a beaucoup commis de faux pas dont le summum dans la criminalité est atteint dès le 27 avril 2021.

En ce jour, 16 morts des paisibles citoyens tchadiens ont été enregistrés, plus 125 000 personnes arrêtées sur l'étendue du territoire national, etc. Ce sont là des ingrédients historiques de la vie politique tchadienne. Aujourd'hui, il n'existe pas une confiance envers les acteurs de la transition qui affichent une incapacité manifeste de rupture avec l'ancien système politique de DEBY, conclut Dr Succès MASRA.

Pour un ancien haut cadre de la Banque africaine de développement, le régime du président Idriss DEBY ITNO avait gagné tous les records, en particulier ceux de la contre-performance. Sous lui, tous les indicateurs sont depuis longtemps au rouge. La population tchadienne dans son ensemble a senti dans sa chair les affres de cette décadence :

Les indicateurs socioéconomiques, ce sont la santé, l'éducation, l'accès au service de base, etc. Dans tous ces secteurs, la misère, la pauvreté, la précarité, la difficulté devant la charge de ménages (la vie chère, etc.). La gestion du pouvoir du temps du président Idriss DEBY ITNO n'avait pas de perspective claire. La corruption s'est généralisée. L'injustice a gangrené tous les secteurs. La discrimination à ciel ouvert n'a épargné aucun milieu, avec de nominations à base clanique, tribale, religieuse, régionale, etc. Les conflits intercommunautaires sont soutenus par les dirigeants sont devenus propriétaires du bétail, etc. Tous ces faits tant décriés ont contribué à détruire l'espoir du peuple tchadien à un avenir meilleur. Le summum de la déraison a été atteint et la frustration s'est propagée dans les corps sociaux. Et une nouvelle tendance a vu jour au niveau de la jeunesse : clairement, les gens n'acceptent plus de subir, ils veulent être des acteurs de leur propre destin. Alors c'est la révolte, la colère ; des manifestations de la rue s'organisent, malgré les violences sauvages exercées. Les Tchadiens de la diaspora aussi se sont levés avec une force inouïe pour soutenir ceux qui de l'intérieur résistent. Bref, un mouvement de contre-pouvoir ayant gagné le monde entier s'est levé contre le pouvoir de N'Djaména qui continue toujours d'y croire, jusqu'à la mort du président Idriss DEBY ITNO, note BEDOUMRA KORDJE.

Pour nombre des personnalités rencontrées, il est temps d'en finir avec l'idée préconçue qui veut que le Tchad soit un État particulier, hanté par la guerre et ses enfants utilisés pour la guerre des autres ailleurs. Des guerres qui engloutissent tout, alors que les pays que nous défendons ont des indicateurs socioéconomiques beaucoup plus performants. L'image d'un pays toujours en guerre sert les intérêts de

certaines en effet mais les tchadiens savent que leur pays est pris en otage par la guerre des autres :

La gouvernance du pays est au fond orientée en fonction des revendications des populations du Sud, tandis que le septentrion est totalement à l'abandon. La recherche de la paix est vitale non seulement pour les victimes mais aussi pour ceux croient profiter de la paix chèrement acquise. Le dialogue inclusif est ainsi vital pour tous. Il n'est pas question de privilégier un groupe par rapport à un autre. La question fondamentale est celle de mener une gouvernance utile pour tous. Cela ne doit pas seulement être une préoccupation de la communauté internationale mais avant tout des tchadiens eux-mêmes. Les conflits entretenus autour de l'agriculture et de l'élevage visent à enfermer les uns contre les autres. La mise à terre de l'administration publique profite à certains individus et milieux. C'est avec ceux-là qu'il importe de dialoguer : les gouverneurs, les militaires, ce sont eux les véritables interlocuteurs. Si nous voulons construire un État de droit à travers la tenue de ce dialogue, il faut que les uns et les autres fassent un effort de sincérité », estime l'une d'entre elles.

Ces analyses rejoignent celles faites par le milieu universitaire tchadien. Les enseignants chercheurs rencontrés estiment que la réussite du dialogue dépend d'une bonne compréhension par les acteurs politiques et sociaux de certains facteurs surtout exogènes du pays. Ces facteurs exogènes dont les autorités doivent tenir compte concernent le modèle même de la démocratie tchadienne : une démocratie sous supervision, avec un autoritarisme d'État, une armée clanique et une prédation systématique de ressources nationales par un système politique clientélaire.

Le positionnement diplomatique tchadien est également caution à interrogation. Le pays sous le président Idriss DEBY ITNO a appliqué une diplomatie orientée qui est marquée par l'urgence de la politique domestique tchadienne que par la diplomatie proprement dite, manque çà et là souvent de l'objectivité et de la clairvoyance. Les rapports entre le Tchad et les institutions de Bretton-Woods et d'autres partenaires bilatéraux sont souvent tendus, alors que c'est maintenant que le pays avait besoin des vrais projets de développement.

Pour ces chercheurs, la réussite du dialogue serait un point de départ important pour procéder à l'assainissement du climat des affaires. En effet, le rôle du Tchad dans la stabilisation du Sahel et du bassin du lac du Tchad est un avantage comparatif permettant de conquérir, avec l'appui de l'État, des marchés de ces pays d'Afrique de

l'Ouest. Pour que les acquis du dialogue national inclusif soient pérennes il est important de mettre l'accent sur la construction l'État de droit, la bonne gouvernance et également se mettre d'accord sur la forme de l'État. La politique d'exclusion d'une partie importante du pays du partage de la richesse nationale devrait trouver sa résorption au cours de dialogue, pour plus de justice et d'équité.

3.2. *Les inquiétudes par rapport au dialogue national inclusif*

À l'unanimité, aussi bien les acteurs politiques, les leaders de la société civile que les chercheurs du supérieur, des inquiétudes pèsent sur la bonne tenue du dialogue futur :

Le contexte actuel de la transition n'est pas du tout rassurant. C'est un contexte favorable pour une démarche de médiation car les acteurs paraissent n'avoir pas la même lecture de ce qui se dessine. Les acteurs n'ont pas une lecture consensuelle du contexte en ce sens qu'il se plane un air d'une compréhension diversifiée des problèmes que pose cette transition. Les uns parlent d'une conférence nationale souveraine et inclusive, les autres freinent pour organiser un Forum national inclusif bis. Le fait qu'il n'y a pas d'alternative crédible sur les démarches de ce dialogue constitue en soi une opportunité de renouvellement du jeu politique dans le pays. En effet, une même classe politique domine la scène politique depuis l'indépendance avec un taux de renouvellement extrêmement faible. C'est pourquoi, il y a un risque réel de confiscation du processus de dialogue par les partisans de l'inertie. Et cela sera catastrophique pour la paix et entretiendra des nouveaux conflits si le processus venait à échouer, analyse note un enseignant chercheur en communication (Dr Evariste NGARLEM TOLDE, août, 2021).

C'est l'opinion que formule également un économiste et politiste pour qui :

Il existe en ce moment des inquiétudes réelles. Celles-ci sont appelées à le rester si et seulement si le CMT et le gouvernement de la transition se contentent des variables endogènes sans tenir compte des variables exogènes. Comme variables endogènes, nous avons les tensions sociales internes mettant la pression sur le processus, la question indéniable de la redevabilité de l'Etat vis-à-vis de ses citoyens, etc. Tout cela représente de facteurs d'analyse de l'économie politique du Tchad dans le contexte actuel. La société civile semble n'être bien cernée par le CMT dans son rôle d'accompagnatrice des structures démocratique. Elle n'est pas consultée ; ce qui est inadmissible. Il en va de même de l'académie et de la recherche scientifique qui sont pourtant de vrais laboratoires d'expertise sur les questions tchadiennes. C'est le cas également des autorités traditionnelles. Sans oublier l'armée qui demeure une armée clanique et classique plus qu'une armée de métiers et au service de la République, avance-t-il (Dr MAHOULI HEURANG MAHOULI, août, 2021)

Un ancien ministre tchadien renchérit en ces termes :

La junte au pouvoir a intérêt à bien se tenir et respecter les engagements pris, car les gens en face qui sont contre le système sont restés mobilisés. Il ne s'agit de satisfaire les uns et les autres en distribuant quelques strapontins, il s'agit véritablement de remplir cet espoir d'une nouvelle direction, permettant au pays de sortir de l'ornière. Tout autre calcul serait superflu. Or c'est exactement ce qui s'observe en ce moment. Nous avons bien que l'espoir suscité par l'idée de la tenue d'un dialogue inclusif est en train d'être déçu par le CMT. Par exemple à travers sa charte, le président du CMT résume à sa seule personne le pouvoir du président de la République. Le gouvernement montre une absence totale de perspective pour ce qui concerne la tenue du dialogue, etc. Tout cela est objet de frustrations pour les acteurs désirant de passer à des choses beaucoup plus sérieuses (BEDOUMRA KORDJE, août, 2021)

Pour un autre membre de l'Appel du 1^{er} juin, on ne peut parler de dialogue objectif pendant que tout est en train d'être verrouillé en ce moment par le CMT et le gouvernement. C'est dans cette même veine que raisonnent les leaders de la Plateforme citoyenne de la diaspora tchadienne :

Le CMT est en train de créer les conditions d'un dialogue exclusif qui ne dépassera guère le cadre d'un forum national inclusif. Il est nécessaire d'infléchir sa position. Le contexte actuel exige que les tchadiens non seulement aillent à l'essentiel mais qu'ils mettent également en place une justice transitoire pour régler certains sujets importants », affirme un des leaders de l'Appel du 1^{er} juin (Prof. AVOCKSOUMA DJONA ATCHENAMOU, août, 2021).

Ces arguments nourris par le pessimisme sont balayés d'un revers de la main pour le Secrétaire de CMT que note :

Contrairement aux rumeurs qui circulent ici et là, le Conseil Militaire de Transition (CMT) est résolument engagé à créer les conditions d'une réconciliation nationale sincère entre les Tchadiens. Il est important que les uns et les autres acceptent d'enterrer définitivement la hache de la guerre, se pardonner et d'aller de l'avant. Récemment le gouvernement a rendu publique la feuille de route. Celle-ci donne à la transition trois grands axes : l'organisation du dialogue national inclusif, la mise en place du CNT et l'organisation des élections (avec la mise en place de tout l'arsenal juridique que cela nécessite). La question maintenant est de savoir comment remplir ces trois, en combien de temps, de quelle manière, etc. ? Le comité ad-hoc mis en place pour la désignation des membres du Conseil National de Transition, a estimé que celui-ci sera effectif en six (6) mois (Secrétaire général du CMT, août, 2021)

3.3. *Sur les préalables au dialogue national inclusif*

La plupart des acteurs rencontrés ont estimé que la tenue du dialogue devrait être soumise à un préalable, une sorte de consensus permettant de garantir au processus son plein succès. Pour eux, si dialogue il y a il doit revêtir la forme d'une conférence nationale souveraine. Et cette spécification doit figurer dès le départ dans la Charte de la Transition. C'est pourquoi la révision préalable de cette Charte est appelée par tous. Et puis au lieu d'un CNT dont la mise en place occupe actuellement le gouvernement, on aurait gagné en démocratie en laissant cette initiative à la conférence nationale souveraine qui devrait choisir les membres d'un CRT (Conseil Républicain de Transition) qui serait civilo-militaire. L'idée d'une mise en place d'un CRT à l'issue de la Conférence nationale souveraine est également partagée par un chercheur et politologue :

À l'issue du dialogue, il faut mettre en place un Conseil d'État (CE) ou un Conseil National de la République (CNR). Bien évidemment le dialogue abordera la question relative à la forme de l'État, le régime politique, le cadre électoral, l'armée et la réforme institutionnelle. Ces thématiques sont essentielles pour la conduite de l'action politique voulue par les tchadiens dans leur ensemble », pense-t-il (Dr Evariste NGARLEM TOLDE, août, 2021).

Pour le leader d'un mouvement politique portant les contestations du régime en place, informe :

L'urgence pour le moment c'est d'aller à l'essentiel, c'est-à-dire travailler avec insistance sur la mise sur pieds des organes en charge de préparer le dialogue. Il faut veiller à ce que la diversité des acteurs soit prise en compte de manière importante. Il faut aussi rester ouvert aux innovations. Pourquoi les prochaines élections ne se feraient-ils en acceptant un comptage parallèle de voix ? C'est un processus important auquel le Mouvement les Transformateurs voudrait donner forme au Tchad dès les prochaines élections (Dr Succès MASRA, août, 2021).

La question de l'inclusivité préoccupe également les interlocuteurs. Pour les leaders du Réseau citoyen des tchadiens de la diaspora, c'est une question qui devrait d'abord être discutée dès le départ et les acteurs importants du dialogue doivent s'accorder là-dessus avant toute autre chose. Cela rejoint également la position des membres de l'Appel du 1^{er} juin 2021 :

Les uns et les autres doivent à présent comprendre qu'on ne peut plus tricher avec la vie des tchadiens. La marche vers la tenue d'une conférence nationale souveraine et

inclusive, au cours de laquelle les tchadiens vont s'écouter et réunissant conservateurs, transformateurs, les mouvements armés, etc. Ce dialogue là les acteurs politiques tchadiens sont tous d'accord qu'il sera l'occasion pour les tchadiens de proposer quelque chose pour l'avenir du pays. Il permettra de discuter et de prendre ensemble de mesure fixant les modalités idoines d'une dévolution démocratique du pouvoir d'État qui jusque-là est assujettie à la force des armes. Les thématiques essentielles à abordées lors de ce dialogue seront donc la réforme constitutionnelle, les orientations sur la réforme électorale ainsi que sur la conduite des processus électoraux (réviser et renforcer les institutions en charge de l'organisation des élections. Par exemple, un principe clair doit être arrêté, à savoir qu'aussi bien les membres du CMT, du CNT que du gouvernement ne doivent pas se représenter lors élections prochaines. Il faut donc créer un climat de confiance en mettant au sein de ces institutions des personnes politiquement neutres. Cela peut être possible avec l'implication des facilitateurs internationaux ayant des mandats clairs acceptés par toutes les composantes nationales. Ceux-ci pourraient rapprocher les points de vue en amenant les uns et les autres à se mettre d'accord sur l'agenda de la transition et les priorités pour l'amélioration du jeu politique dans le pays, confient-ils (Prof. AVOCKSOUMA DJONA ATCHENAMOU & BEDOUMRA KORDJE, août, 2021).

De ce qui précédé, il apparaît nettement que si les tchadiens sont convaincus de la tenue d'un dialogue comme un remède possible de leur mal-être ensemble, ils demeurent néanmoins inquiets quant à la volonté des militaires au pouvoir de faire montre de sincérité et d'inclusivité. Pour eux, le processus risque d'être biaisé, et susceptible donc de représenter un rendez-vous manqué. Ils souhaitent une grande implication de tous les acteurs politiques, sociaux et des leaders des mouvements de rebellions. Aucun sujet ne devrait être tabou ; par conséquent les militaires du CMT devraient au préalable accepter de réviser la Charte de transition et surtout d'y faire inscrire la souveraineté du dialogue. Certaines mesures prises comme la création du Conseil national de transition ou le renforcement des appareils sécuritaires par le recrutement tous azimuts devraient être suspendues en attendant l'organisation du dialogue.

Nous voyions la complexité de la crise tchadienne et les fortes attentes attachées à la question du dialogue national inclusif. En réalité cela apparaît ainsi parce que l'offre politique tchadienne n'a jamais permis de donner satisfaction aux aspirations profondes populaires. Il existe une dichotomie telle entre la classe politique et la base faisant de la gestion de l'État une question de clientélisme, de gabegie, de népotisme, « frérisme » et de « villagisme ». Cette manière de faire a fini par lassé les tchadiens

qui aspirent à un changement durable. Ces aspirations concernent certes le renouvellement des élites politiques et donc de la classe dirigeantes mais aussi du système politique et de modalités de dévolution du pouvoir d'État. La demande de changement est à voir avec le fonctionnement du jeu politique mais également avec une forte attente de développement intrinsèque des individus, compris dans la fin de l'arbitraire, de l'amateurisme, des méthodes fortes.

Il est vrai que certains positionnements de ces acteurs frisent le radicalisme, sinon l'extrémisme de type « tout ou rien », toutefois, ils méritent d'être entendus et pris en compte pour la réussite de ce processus. Il est important que le dialogue soit une occasion pour les tchadiens de résoudre leurs conflits en se donnant les possibilités de parler ensemble des conditions de ces crises, d'évoquer la forme de l'État, la façon idoine de pacifier les interactions intercommunautaires, de donner la chance à l'émergence d'un Tchad nouveau, uni et voulu par ses filles et fils. C'est seulement ainsi que ce dialogue aurait servi à quelque chose.

Conclusion

Dans cet enchevêtrement des crises, la figure de la France est dépréciée, prise comme la complice de tous les maux du pays par son soutien inchangé aux divers régimes issus du Frolinat. Pour la première, et avec une telle récurrence, de mémoire d'homme, il n'a été observé un tel discours de haine contre la France au Tchad. Le désamour a été rendu visible par la mise à feu des couleurs de ce pays à travers tout le Tchad. Un seuil a été franchi frisant parfois avec un appel à la séparation entre les différentes parties du Tchad.

Cette lecture s'observe dans l'analyse du processus de transition. Pour de nombreux acteurs, la France est un acteur majeur du soutien au régime. Ils reconnaissent aussi que cela ne constitue pas une raison pour la rejeter à cause de sa position antérieure par rapport à la crise. Il faut savoir comment identifier en quoi la France peut être utile au peuple tchadien à ce moment crucial de son histoire.

La pression des acteurs internationaux doit être dirigé vers le centre décisionnel qui est le CMT qui apparaît nettement être frappé par l'inertie, en faisant courir un risque d'anesthésie générale au dialogue national inclusif. Les religieux catholiques rencontrés parlent du risque dans l'attitude du CMT d'une certaine *émasculation* du processus de dialogue national voulu par les tchadiens.

Bibliographie

- Bangui-Rombaye, A. (1996), Tchad : élections sous contrôle (1996-1997), Paris, L'Harmattan, « Les études africaines ».
- Banque Mondiale (2018), Comment le Tchad peut-il sortir du labyrinthe de la croissance ? Démêler les contraintes des opportunités et trouver la voie d'une croissance durable, Washington, Banque Mondiale.
- Buijtenhuijs, R. (1993), Conférence nationale du Tchad. Un essai de l'histoire immédiate, Paris, Karthala, « Les Afriques ».
- CSAPR, Les partis politiques tchadiens, quelle démocratie, pour quelle paix ?, N'Djaména, CSAPR.
- Gondeu, L. (2020), Pouvoirs, conflits et communautés dans la Tandjilé et le Mayo-Kebbi au Tchad. Une lecture de la longue durée. De la période précoloniale à l'État postcolonial, thèse de doctorat de sociologie, Université de Neuchâtel, [file:///C:/Users/Gondeu%20Ladiba/Downloads/00002844%20\(4\).pdf](file:///C:/Users/Gondeu%20Ladiba/Downloads/00002844%20(4).pdf)
- Gondeu, L. (2020a), Valeurs républicaines et vivre ensemble au Tchad. Appartenances religieuses, Paris, L'Harmattan, « Al-Mouna ».
- Hoinathy, R. (2013), Pétrole et changement social au Tchad - Rente pétrolière et monétisation des relations économiques et sociales la zone pétrolière de Doba, Paris, Karthala.

Kummer, L et Urech, F. (Juin 2017), TCHAD SA. Un clan familial corrompu, les milliards de Glencore et la responsabilité de la Suisse, Berne, SWISSAID.

Ouambi, S.L. (2017), Réseaux sociaux : impacts sur la gouvernance électorale au Tchad, mémoire de Master professionnel 2^{ème} année de l'ENA, Paris-Sorbonne.

Petry, M. ; Bambé, N. (2005), Le pétrole du Tchad, rêve ou cauchemar pour les populations, Paris, Karthala.

Tubianna, J. et Debos, M. (décembre 2017), DÉBY'S CHAD. political manipulation at home, military intervention abroad, challenging times ahead, Washington, United States Institute of Peace.